

Le 16 janvier 1978

TOUR D'HORIZON

Le monde au début de 1978

I. Remarques générales

Il paraît utile de commencer cet exposé par un examen rapide des tendances générales dans les trois principaux groupes d'Etats.

A. Les pays industrialisés occidentaux

Ils ont traversé, pendant un quart de siècle, une période de forte croissance, d'abord spontanée, puis fortement encouragée par l'Etat. Les promesses de l'ère industrielle (consommation de masse, "welfare-state") ont ainsi été réalisées, en même temps que l'avance par rapport au Tiers Monde prenait une ampleur toujours plus grande. Avant même la récession, qui n'a pas étonné après les excès des débuts des années 70, et qui s'est trouvée aggravée par la hausse du prix du pétrole, on sentait une inquiétude face au développement jugé trop unilatéral de l'économie, un sentiment d'angoisse face à la perte redoutée d'un cadre de vie familier et rassurant. La conjonction de la récession avec une vie culturelle a évidemment créé des doutes quant à la nature de la future reprise et un sentiment accru d'insécurité; le fait que le recul économique ne peut simplement être combattu par des méthodes "keynesiennes" et que la reprise elle-même ne diminuerait que

peu le chômage, paralyse l'esprit d'entreprise et l'imagination politique. Le marasme a d'abord bloqué les efforts d'intégration européenne et d'autres actions collectives, il menace aujourd'hui de ramener le système économique des pays occidentaux à des pratiques depuis longtemps dépassées. Le protectionnisme croît, notamment dans le textile et l'industrie de l'acier, le provincialisme politique s'est manifesté à propos des élections européennes, de l'adhésion des pays méditerranéens à la CEE et dans l'évolution des partis communistes; le manque de mobilité intellectuelle et de mobilité tout court caractérise les réactions à la crise. Enfin, le terrorisme, réaction de groupuscules qui ont pris naissance au sein d'une nombreuse jeunesse désorientée, est, à sa façon, une réponse à la stagnation politique et économique.

B. Les pays socialistes

Le conflit sino-soviétique a fait apparaître deux groupes: un groupe occidental comprenant l'URSS et ses satellites, un groupe oriental avec la Chine, la Corée et les pays d'Indochine.

Le groupe occidental a pour caractère une forte croissance industrielle, obtenue par un développement autoritaire et forcé de l'industrie lourde au détriment de l'agriculture, de la consommation et des services. Les inégalités régionales sont considérables; le retard de l'URSS sur les autres pays notamment, qui freine les possibilités de réforme dans tout le bloc, est dû à d'anciennes distorsions institutionnalisées et devenues par là intouchables et à une extension pathologique du secteur militaire.

Une crise monte lentement, qui revêt un double caractère: les économies rigidement planifiées se montrent impuissantes à progresser suffisamment lorsque la diversification de la production s'impose, en particulier lors d'un accroissement des revenus des particuliers, et qu'il convient de s'adapter à ce nouveau marché. Une raréfaction des facteurs de production (main-d'oeuvre, matières premières), qui peut être attendue dans les années 1980, va imposer un effort de rationalisation et de limitation du gaspillage dont les bureaucraties sclérosées ne sont guère capables.

L'effort persistant de contrôler par le moyen de l'Etat et du parti l'ensemble des activités sociales a éliminé la société comme facteur spontané de progrès et conduit à une apathie totale de larges couches sociales, menées passivement par des cadres entièrement bureaucratisés. Les "dissidents", qui représentent une opposition plutôt morale que politique contre certains excès du régime et n'ont pas de projet alternatif précis, sont plus occupés à défendre leurs propres possibilités d'action contre la petite guerre administrative à laquelle ils sont en butte, qu'à exercer une influence positive. L'écho qu'ils rencontrent est plutôt limité, sauf en Pologne, et, même dans ce dernier pays, les revendications matérielles ont le pas sur celles de la politique.

La direction "d'âge mûr" de l'Union soviétique, qui doit son accession à la grande purge de 1937-38 et se trouve dans les cercles intérieurs du pouvoir depuis trente ans et plus, va quitter la scène d'ici deux ou trois ans. Il est impossible de faire des pronostics sur les successeurs qui vont se trouver face à de nombreux problèmes avec une légitimité encore affaiblie.

Cette crise de succession coïncide plus ou moins avec celle de la Chine, où les problèmes, comme dans le reste du groupe oriental, ont une dimension plus culturelle que politique ou même économique (malgré les difficultés présentes des pays indochinois). Il s'agit en réalité de pays du Tiers Monde à la recherche de leur identité et qui ne peuvent la trouver dans la doctrine communiste qu'au prix d'une révision profonde de cette dernière. En Chine, la présence d'une importante classe d'intellectuels non communistes donne une coloration particulière aux choix qui devront être faits.

C. Le Tiers Monde

C'est le groupe le moins homogène. Il est composé de pays en état de crise durable, celle-ci étant sociale dans les pays d'Amérique latine et essentiellement culturelle en Asie et en Afrique. L'incapacité des civilisations traditionnelles à répondre au défi du monde moderne conduit à un effort de progrès précipité, souvent en rejetant le modèle occidental, car c'est l'Occident qui est à l'origine de la crise.

Le Tiers Monde tente de s'organiser sur la base d'intérêts communs supposés (lutte anti-impérialiste, contre le racisme, le néocolonialisme, etc.), qui ont trouvé leur expression dans le catalogue d'exigences contradictoires intitulé "Programme intégré pour un nouvel ordre économique mondial". En fait, on peut distinguer, économiquement parlant, quatre groupes de pays en voie de développement, dont les objectifs réels sont largement diver-

gents: les pays gros producteurs de matières premières (surtout pétrole, mais aussi phosphates, cuivre, café, etc.) qui disposent ou peuvent espérer disposer d'importantes ressources en devises, les pays en voie d'industrialisation, pour qui le problème est aujourd'hui l'accès aux marchés occidentaux, les pays non encore industrialisés et ceux qui ne le seront sans doute jamais. Pour l'instant, le front est solide, car il a un caractère essentiellement politique.

La solution des problèmes culturels est dans une impasse. Elle a d'ailleurs été négligée sous l'influence de conceptions et de finalités essentiellement économiques et de doctrines purement matérialistes. La situation politique aussi, qui a donné l'avantage à des dictatures souvent appuyées sur un parti unique à idéologie sommaire et étrangère à la mentalité locale, a été extrêmement défavorable à un débat culturel productif. Le développement économique est déjà très inégal et rendu encore plus incertain par la récession dans les pays industrialisés. Il a d'ailleurs déjà souvent précipité des réactions brutales liées à la crise culturelle et qui se traduisent par des explosions de violence destructive. Ce phénomène va de pair avec la radicalisation des élites nouvelles et l'apparition de théories révolutionnaires extrêmes (Cambodge, Ethiopie, Afrique du Sud). Enfin, les vieilles tensions raciales et intertribales, exploitées mais en même temps tenues en échec par les puissances coloniales, ont repris de leur virulence.

II. Les relations entre les principaux groupes

A. Les relations entre l'Est et l'Ouest

Elles sont toujours encore placées officiellement sous le signe de la "détente", on serait plutôt tenté de dire du non-retour à la "guerre froide". La percée diplomatique réalisée par les premiers accords SALT, les "Ostverträge" et l'Acte final d'Helsinki, s'est traduite par un considérable accroissement des exportations occidentales (et de l'endettement des pays de l'Est), mais par très peu de progrès dans les autres domaines. En particulier, l'Ouest doit déplorer que les pays socialistes persistent dans une politique de censure et de répression à l'égard de leurs intellectuels. Les pays de l'Est, de leur côté, regrettent que la "détente politique" n'ait pas été suivie par la "détente militaire".

Entre les Etats-Unis et l'URSS, les relations ont un caractère planétaire. Elles portent d'abord sur l'équilibre des armements stratégiques, un jeu qui intéresse le monde entier, mais auquel jusqu'ici seuls les Grands participent réellement. La nouvelle administration américaine a quelque peu changé les données en insistant pour une réduction et en accélérant certains programmes. La première surprise passée, les pourparlers se déroulent normalement. Les points saillants sur lesquels des solutions nouvelles doivent être trouvées sont la "zone grise" entre les armes stratégiques et "de théâtre d'opérations", un sujet qui intéresse particulièrement les Européens, et la question des facteurs qualitatifs

(précision, charge utile, etc.). Plus généralement, les SALT se heurtent à la difficulté du contrôle des nouveaux engagements qui pourraient être pris. Les progrès réalisés dans les pourparlers sont un signe de la volonté politique de maintenir le dialogue.

Dans le domaine des droits de l'homme, après quelques inquiétudes, l'URSS a pu se convaincre que la politique américaine ne visait pas à "changer le système".

La coopération régionale entre les deux Grands se manifeste au sein de la CSCE, dans l'Océan Indien, et, en principe, au Moyen-Orient. L'Afrique et l'Extrême-Orient restent des zones de compétition.

Le premier élément des relations entre Etats européens est l'équilibre, plus ou moins maintenu, entre les forces de l'Alliance atlantique et celles du Pacte de Varsovie. Les MBFR paraissent pour le moment embourbés. La coopération économique, encouragée par la CSCE, est active tant bilatéralement qu'au sein de l'ECE (Commission économique pour l'Europe, Genève). La CEE va ouvrir des négociations avec le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle). A part les résultats satisfaisants dans le domaine des réunions de familles, les contacts personnels prévus par l'Acte d'Helsinki n'ont fait que peu de progrès. Le problème des droits de l'homme a été relancé par les mesures prises à l'Est contre les dissidents. Bien que les gouvernements occidentaux aient insisté à Belgrade sur le respect des engagements pris à Helsinki, il n'a pas affecté sérieusement les relations entre l'Est et l'Ouest du continent.

- 8 -

Les relations inter-allemandes, un bon baromètre du climat politique européen, restent soumises à des sautes d'humeur plus ou moins brusques.

L'URSS regarde avec méfiance des efforts entrepris localement en Europe et englobant ses protégés. C'est ainsi qu'elle a paralysé les initiatives grecques dans le domaine de la coopération balkanique, qui avait pris un départ prometteur.

B. Les relations Nord - Sud

Ce sont des relations entre le fort et le faible, le riche et le pauvre, celui qui est orgueilleux de sa réussite et celui qui est humilié par son retard. Au-delà de la nécessité d'un fonctionnement plus équitable de l'économie mondiale, c'est donc un problème psychologique. Le Sud compense sa faiblesse par des revendications étendues, par son ton militant, par une solidarité politique rigoureuse; il cherche à surpasser, par l'application de recettes politiques considérées comme "progressistes", un Nord qualifié de réactionnaire, tout en craignant de perdre son identité soit à la culture "impérialiste" occidentale, soit au profit de la "tabula rasa" révolutionnaire.

Le nouvel ordre économique mondial n'est pas un système capable de fonctionner, encore moins d'améliorer réellement la condition des pays en voie de développement, c'est un programme politique. Son caractère "étatiste" et "dirigiste" en fait, aux yeux de ses partisans, un pro-

gramme de progrès. Les contradictions et les pertes qui en résultent pour certains pays en développement doivent, pense-t-on, être supportées par l'Occident. De son côté, le Nord, si efficace dans la pratique, n'a pas su non plus présenter un modèle plus juste et en même temps réaliste. Il a tendance à s'accrocher à la défense, quoi qu'il puisse en coûter, de certaines positions.

La Conférence de Paris (CCFI), qui a tenté l'expérience d'un dialogue dans un cercle limité, s'est terminée par un "non-échec". Aujourd'hui, une négociation partielle est en cours à la CNUCED, tandis que le nouveau comité plénier de l'Assemblée générale des Nations Unies, chargé de cette question, va se réunir prochainement. C'est un long effort qui se poursuit.

Le Sud organisé pour le dialogue rejoint les positions des pays non-alignés; il est un volet de ce que l'on appelle un peu injustement la "majorité automatique" de l'ONU, qui se montre particulièrement sévère pour certains protégés de l'Occident. Ces positions ne peuvent être séparées de la grande controverse sur l'ordre économique.

C. Les pays socialistes et le Tiers Monde

Lénine est un des génies tutélaires de l'émancipation des peuples coloniaux. Staline, après son échec en Chine, s'était totalement désintéressé de ces régions. Krouchtchev y a vu surtout la chance de créer des difficultés aux Occidentaux. Brejnev et son équipe sont les premiers à y avoir agi en fonction d'une conception globale de la politique étrangère soviétique.

- 10 -

Tout en rejetant entièrement la responsabilité du sous-développement sur les "impérialistes", l'URSS s'est montrée disposée à apporter une aide économique assez substantielle à l'origine. Après certains déboires, cette aide a progressivement diminué avec les années. Elle est aujourd'hui tout à fait secondaire par rapport à l'aide militaire.

L'URSS et ses satellites ont aujourd'hui une position prudente dans le dialogue Nord-Sud; ils appuient, certes, le nouvel ordre économique, exactement comme ils encouragent les expériences socialistes dans les pays du Tiers Monde. Ils cherchent cependant à éviter les conséquences désagréables qui pourraient en résulter pour eux. Ils n'avaient pas été invités à la Conférence de Paris, mais parmi les pays du Tiers Monde le sentiment croît qu'ils doivent être mis en face de leurs responsabilités.

En fait, jusqu'à présent, les 77, comme le groupe plus restreint des pays non-alignés, étaient moins intéressés à mettre les pays socialistes sous pression dans ce domaine qu'à profiter autant que possible de leur appui politique. Les voix des pays socialistes contribuent à l'isolement des pays occidentaux à l'Assemblée générale des Nations Unies et leurs propositions donnent plus de poids aux exigences du Tiers Monde.

Une évolution se dessine aujourd'hui à la suite des événements d'Afrique. A côté des attaques contre l'impérialisme, on entend de plus en plus parler de lutte contre l'ingérence des grandes puissances. Pour l'instant, seuls la Conférence des non-alignés et le Sommet de l'OUA à Libreville ont voté des résolutions à ce sujet. Mais la

tendance est claire. Pour éviter qu'elle ne lui nuise, l'URSS devra faire un effort supplémentaire dans le dialogue Nord-Sud.

La Chine se considère aujourd'hui comme un pays du Tiers Monde. Elle a eu un succès marqué dans ses programmes de coopération technique, mais beaucoup moins dans sa politique. Elle suit en ce moment une ligne assez prudente, essentiellement caractérisée par l'anti-soviétisme. Elle soutient avec une certaine modération le nouvel ordre économique.

III. Situation politique dans les différentes régions

A. L'Europe

Malgré la séparation Est - Ouest, il existe des références culturelles fondamentales communes dans l'ensemble du continent. L'Est ayant pris la société de consommation occidentale comme modèle de développement économique, les pays de l'Est s'efforcent, avec un succès inégal, d'apporter à leurs populations un genre de vie très proche de celui des Occidentaux. Malgré l'absence des libertés civiques et le conformisme étouffant innové par la bureaucratie de parti, la tolérance existant dans le domaine de la culture et des loisirs pour tout ce qui ne met pas en cause les régimes, permet dans certains secteurs privilégiés (musique, théâtre) l'existence d'un "esprit européen" qui complète les traditions d'humanisme restées vivaces parmi les intellectuels.

Les organisations d'intégration et de coopération européenne subissent le contrecoup de la crise. La CEE n'a pu poursuivre son programme d'extension; elle veille aujourd'hui à maintenir l'acquis, dans un esprit parfois assez étroit. L'admission des nouveaux membres se fait selon une procédure longue et complexe. Peut-être l'élection du Parlement européen au suffrage universel donnera-t-elle un peu plus d'élan à l'organisation, en y associant des groupes jusqu'ici totalement éloignés de Bruxelles. Le CEAN (organisation non d'intégration, mais de simple coopération) s'est un peu écarté de son but de satellisation, à part d'utiles études dans le domaine de la technologie de pointe, son rôle est surtout d'empêcher des contacts trop intimes entre les protégés de l'URSS et les pays occidentaux, notamment ceux du Marché commun.

L'AELE se préoccupe en ce moment des conséquences de l'élargissement du Marché commun. Le Conseil de l'Europe a vu son Comité des Ministres chercher à devenir plus que jusqu'ici un forum où se discutent des problèmes importants de la coopération européenne.

Des trois jeunes démocraties d'Europe méridionale, le Portugal est dans une situation difficile à la suite de l'impuissance du gouvernement, aujourd'hui démissionnaire, à mener une politique économique efficace. La tentative d'élargir la base du ministère se heurte avant tout à des obstacles psychologiques et personnels.

En Espagne, les institutions démocratiques ont pris un excellent départ, et le climat de concorde, nouveau pour ce pays, qui y règne, a donné au gouvernement de meilleures conditions de base pour combattre la crise économique.

En Grèce, le régime démocratique s'est stabilisé, mais dépend encore un peu trop de la personne du Premier Ministre.

Les deux conflits communautaires ouverts, celui de Chypre et celui d'Irlande du Nord, ne paraissent pas proches d'une solution. A Chypre, cependant, l'élection du nouveau Président, qui sera sans doute M. Kyprianou, coïncidant avec l'arrivée au pouvoir de M. Ecevit, ouvre peut-être l'espoir d'une phase active de la négociation. En Irlande du Nord, les efforts du gouvernement britannique pour la constitution d'un conseil régional réalisant le "power sharing" (partage du pouvoir entre les communautés) n'ont guère fait de progrès. Les récentes déclarations de M. Lynch, Président de la République d'Irlande, ont encore retardé les chances d'un accord.

Bien que l'Eurocommunisme le plus marqué soit celui du parti espagnol, c'est en France et en Italie que le phénomène pose de réels problèmes politiques. En France, le caractère spécifique de cet eurocommunisme a été une des causes de la rupture de l'Union de la gauche, et pourrait, en fin de compte, amener la défaite de cette gauche aux prochaines élections. En Italie, l'idée eurocommuniste a permis un progrès très réel au parti communiste, mais aux prix d'une hétérogénéité de sa base qui le place aujourd'hui dans une situation difficile et pourrait se traduire par des pertes en cas d'élections. Les difficultés présentes de l'Italie ne sont pas de nature économique ou même sociale (malgré un important chômage et de fortes disparités régionales), mais plutôt dues à l'incapacité de l'Etat de faire face aux conséquences des transformations économiques.

B. Amérique

Des Etats-Unis, on se bornera à dire ici que, malgré les mésaventures du dollar, et un chiffre de chômage encore assez élevé, la situation intérieure politique et économique est saine. Le consensus national, troublé temporairement par la guerre du Vietnam, les problèmes raciaux et l'affaire de Watergate, est rétabli. La croissance de l'économie a repris. Les véritables problèmes sont ceux de l'Occident dans son ensemble, c'est-à-dire du modèle de la société post-industrielle future.

Le Canada est à la recherche de son identité fédérale, dont la question québécoise n'est qu'un aspect.

En Amérique latine, les pratiques répressives de certains régimes et la gravité indiscutable de certains problèmes sociaux ne doivent pas faire perdre de vue les progrès réalisés sur de nombreux fronts dans le domaine de l'économie. La dépendance par rapport aux Etats-Unis reste forte et constitue l'obstacle majeur à une activation de la politique régionale, notamment dans le cadre de l'OEA (Organisation des Etats américains).

Le traité sur le canal de Panama est un important élément de détente entre les Etats-Unis et leurs voisins du Sud. Son échec devant le Sénat aurait de sérieuses conséquences dans tout le continent.

C. Asie

Le règlement du conflit au Moyen-Orient était en bonne partie bloqué par des obstacles psychologiques. L'initiative du Président Sadate a temporairement fait disparaître le plus gros de ces obstacles. L'élan tiré de cette initiative a été depuis maintenu par une foule d'idées ingénieuses; il y manque malheureusement encore une véritable réponse de M. Begin à la reconnaissance solennelle par l'Egypte des droits israéliens. Une lutte contre le temps (et les adversaires arabes d'un règlement) est ainsi engagée dans les deux commissions du Caire et de Jérusalem. Il ne faut cependant pas prendre trop au sérieux toutes les déclarations, surtout d'inspiration tactique, qui entourent leurs réunions.

Sur le point central, le droit à l'Etat palestinien, il importe de distinguer entre la position des principes des Etats arabes directement intéressés et la solution pratique (fédération ou confédération) à laquelle ils donnent leur préférence.

Les conséquences d'un échec de la négociation directe sont claires: la menace de guerre en sera fortement accrue. Un succès ne peut conduire à une pacification totale que si la Syrie s'y associe. Dans l'autre hypothèse, on aurait, d'une part, un accord israélo-égyptien direct, incluant le règlement du problème du Sinaï, l'établissement d'une paix plus ou moins prononcée et une "déclaration de principe" sur le problème palestinien comme structure d'accueil de la Jordanie et de la Syrie. L'Egypte est prête à cet accord séparé si les autres Arabes se montrent trop intransigeants.

L'Arabie séoudite reste un pays clé dans la recherche de la paix; elle soutient prudemment M. Sadate, mais elle n'a pas encore appliqué les pressions discrètes que sa générosité lui permet d'exercer. A la solution du problème du Moyen-Orient est également liée pour elle la question de la production pétrolière, où, comme principal pays (les autres sont les petits émirats) n'ayant pas besoin de toutes les ressources que le pétrole lui apporte, elle peut manipuler la production dans le sens des intérêts des pays occidentaux ou contre eux.

En Asie du Sud, on doit constater une amélioration progressive des relations entre les trois principaux Etats du sous-continent comme une détente dans les rapports de l'Inde et du Bangladesh avec la Chine.

Le conflit dont la péninsule indochinoise est le théâtre traduit un antagonisme séculaire que la parenté idéologique des deux régimes n'a nullement réussi à surmonter. A la différence de ce qui s'est passé au Laos, la "faction indochinoise" (pro-vietnamienne) du parti communiste du Kampuchéa a été éliminée en 1976. Après de nombreux incidents, l'armée vietnamienne a entrepris une opération en force au début de décembre 1977. La supériorité vietnamienne est considérable, mais l'armée cambodgienne est bien formée à la guerre de guérilla. Le Cambodge s'est apparemment résolu à donner de la publicité au conflit sur le conseil de la Chine. Celle-ci, opposée aux entreprises hégémoniques du Vietnam en Indochine, a cependant pris une position très prudente, pour conserver des chances d'offrir sa médiation. Il n'est pas exclu que le Vietnam cherche à atteindre son but par le renversement du gouvernement de Phnom Penh. Les difficultés du Vietnam l'ont incité à un effort pour se rapprocher de ses voisins de l'ASEAN.

Dans le Nord-Est de l'Asie, le jeu triangulaire entre le Japon, la Chine et l'URSS se poursuit. Les relations entre l'URSS et le Japon traversent une fois de plus une crise qui incite la Chine à reprendre son vieux projet de traité de paix. Il semble que de nouvelles formules soient mises au point pour la définition de l'hégémonie, point sur lequel le Japon redoute de vives réactions de l'URSS. Un dignitaire chinois vient d'annoncer que la normalisation des relations entre la Chine et les Etats-Unis (qui suppose, d'une part, la fin du traité des Etats-Unis avec Taïwan, de l'autre, une garantie que la réunification se fera par des voies pacifiques) devrait avoir lieu cette année.

D. Afrique

Le continent traverse une passe difficile, caractérisée par divers conflits régionaux touchant aux principes mêmes de la collaboration africaine, une confrontation aiguë avec les régimes blancs d'Afrique australe et une ingérence accrue de puissances extra-africaines.

L'OUA, divisée, s'est montrée impuissante à apaiser les guerres en cours (Sahara, Corne de l'Afrique). Elle a obtenu cependant un succès local en rapprochant l'Ethiopie du Soudan. Elle laisse la responsabilité de l'action diplomatique dans l'affaire de Rhodésie aux "front-line States". Son affaiblissement est manifeste.

Dans le conflit du Sahara occidental, les prétentions quelque peu controversées en droit international du Maroc et de la Mauritanie (avec au Maroc, une prise de

position passionnelle de l'ensemble de l'opinion publique) s'opposent à la volonté algérienne d'exploiter politiquement les griefs plus ou moins réels des Sahraouis. L'Algérie n'a pu marquer jusqu'ici diplomatiquement que fort peu de points, mais en revanche l'action militaire de ses protégés du POLISARIO a fait trébucher le régime mauritanien et a provoqué une intervention française politiquement vulnérable. Le conflit, où d'autres groupes sahariens pourraient se trouver impliqués, inquiète et irrite considérablement les Etats "riverains" du Sahara.

Dans la Corne de l'Afrique, la succession à la structure plurinationale assemblée par l'habileté politique et diplomatique des empereurs d'Ethiopie, a entraîné l'intervention progressive des puissances voisines, de l'URSS, de Cuba et aussi, indirectement, des Etats-Unis.

Les Etats arabes modérés se sont d'abord intéressés à la lutte des guerilleros érythréens, surtout depuis la chute de l'empereur. Comme dans le cas de Djibouti, ils visent à conserver le contrôle des points importants de la Mer Rouge pour en faire un "lac arabe". L'intervention soviétique en Ethiopie, entreprise avec l'idée de consolider dans l'ensemble de la région une position, appuyée alors avant tout sur la Somalie, a conduit l'URSS à soutenir son nouveau protégé contre l'ancien. La Somalie ne respecte pas les principes de l'OEA, qui interdisent l'irréductibilité, et elle est potentiellement beaucoup moins intéressante que l'Ethiopie. De ces deux points de vues, l'URSS a donc fait un bon choix. En revanche, la politique soviétique dans son ensemble a produit en Afrique une impression déplorable et une vive inquiétude. Le rôle de

Cuba, peut-être moins contesté que celui de l'URSS, s'est accru et va sans doute s'accroître encore. Les Etats-Unis, dont, selon la logique en vigueur dans le Tiers Monde, une intervention paraîtrait naturelle, n'apportent pour l'instant qu'un soutien moral à la Somalie.

L'Afrique australe voit se dérouler les ultimes épisodes de la décolonisation, tandis que les Blancs d'Afrique du Sud se replient sur des positions de défense à outrance. En Rhodésie, la question de la date des élections est devenue le point central de la controverse entre partisans de la "solution interne" avec M. Smith, qui les veulent avant l'indépendance, et les autres (soit le "Front patriotique") qui demandent de se voir d'abord remettre le pouvoir. En Namibie, une solution pacifique est liée à des concessions encore à faire tant de la part de M. Vorster que de l'organisation nationaliste SWAPO. L'intervention des cinq puissances occidentales a joué un rôle important dans les progrès réalisés. En Afrique du Sud, le gouvernement, victorieux aux élections, a persisté dans l'attitude de "verrouillage" suivi depuis l'intervention cubaine. Dans les relations interraciales, après les mesures de répression du mois d'octobre, la situation est stationnaire. Les chances de dialogue paraissent en ce moment minimes. Les périls se concentrent plutôt dans l'avenir proche, où la Rhodésie sera soit sous un gouvernement noir, soit aux prises avec les guerilleros qui se trouvent pour l'instant en dehors de ses frontières.

Secrétariat politique

J. Cuendet

Copie à:

- M. l'Ambassadeur Weitnauer
- M. l'Ambassadeur Hegner
- M. l'Ambassadeur Iselin
- Mme l'Ambassadeur Pometta
- M. le Ministre Zwahlen
- M. A. Greber
- M. F. Nordmann